

Introduction

*Séverine Landrier, Observatoire régional des métiers, PACA
Philippe Cordazzo, Observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants (ORESIFE), UMR-SAGE, université de Strasbourg*

L'ENJEU DES CONDITIONS DE VIE DES ÉTUDIANTS : ÉCLAIRER LES ACTEURS PUBLICS EN CHARGE DE LEUR ACCUEIL

La question des conditions de vie des étudiants¹ s'inscrit au cœur d'un contexte universitaire en pleine évolution depuis les années 1970, avec la massification de la population étudiante, avec le processus de Bologne, la loi sur l'autonomie des universités ou encore les différents plans, tels que le plan Réussite licence et le plan Campus.

Concept aux contours flous, les conditions de vie des étudiants se déclinent en différentes thématiques dont le nombre varie selon les acteurs et les institutions. Elles peuvent être abordées strictement sous l'angle des conditions matérielles de vie comprenant le logement, le transport, la restauration, les ressources financières, la santé notamment. Elles peuvent s'élargir aux modalités d'études avec l'accès aux bibliothèques, au numérique, la question des rythmes universitaires, des pratiques pédagogiques ou encore des dispositifs d'aide aux étudiants, voire à tout ce qui relève de l'animation du campus. À cela peut s'ajouter un regard particulier sur les publics spécifiques, tels que les étudiants étrangers, en situation de handicap ou encore boursiers.

Au-delà de l'université, les conditions de vie des étudiants concernent un grand nombre d'acteurs sur les territoires puisque les différentes dimensions qui la composent relèvent des compétences de différents partenaires tels que les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS), le Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS), les acteurs chargés de publics spécifiques (par exemple, l'Association de gestion du fonds pour l'insertion des personnes handicapées

1. Les termes employés pour désigner les personnes sont pris parfois au sens générique et ont à la fois valeur de féminin et de masculin.

[AGEFIPH]) ou encore les collectivités territoriales (région, département, commune et divers regroupements de communes), pour ne citer qu'eux.

Facteur d'attractivité des établissements dans une perspective de développement économique et territorial, déterminante dans une perspective d'égalité des chances, la vie étudiante se révèle être un enjeu majeur en termes de pilotage au sein des universités.

Pour concrétiser les priorités politiques des établissements, qu'il s'agisse de créer des logements, d'ouvrir l'université sur la ville ou d'augmenter les chances de succès des étudiants les plus démunis, il est nécessaire d'avoir une connaissance fine de la réalité des conditions de vie des étudiants. Dans cette perspective, depuis les années 1990, l'Observatoire national de la vie étudiante (OVE) réalise environ tous les trois ans une grande enquête intitulée « Conditions de vie des étudiants en France ». Progressivement, les établissements du supérieur ont développé leur propre observatoire des étudiants et lui demandent de réaliser des enquêtes comparables ou complémentaires au niveau local. Ces observatoires universitaires se sont professionnalisés, structurés et produisent des travaux à visée opérationnelle en termes de pilotage. Les connaissances produites localement, souvent uniquement à usage interne, sont riches et méritent d'être articulées et mises en regard avec des résultats de travaux réalisés par des chercheurs en sciences humaines spécialisés sur les questions d'enseignement supérieur au niveau local et national. C'est la raison pour laquelle, le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ) a créé le groupe de travail sur l'enseignement supérieur (GTES) en 1993.

LE GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le GTES est un réseau national d'échange et de production sur les parcours de formation et d'insertion des étudiants de l'enseignement supérieur. Il réunit deux fois par an une quarantaine de personnes expertes de l'enseignement supérieur d'origines professionnelles diverses – des chargés d'études du CEREQ, des chercheurs et enseignants-chercheurs des centres associés du CEREQ et de l'ensemble de la communauté scientifique, des représentants de l'Observatoire national de la vie étudiante, des observatoires universitaires et régionaux, des membres de services de la direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP) et de l'Institut national de la jeunesse et de

l'éducation populaire (INJEP). L'intérêt est d'encourager des collaborations entre des personnes appartenant à des institutions différentes, notamment entre des chercheurs et des personnels représentant les observatoires universitaires et d'articuler des travaux nationaux avec des productions locales et régionales.

Lieu d'échanges, d'information, de discussion et de capitalisation, le GTES traite des questionnements aussi bien théoriques, méthodologiques qu'empiriques ou liés aux politiques publiques sur un thème donné.

Depuis quelques années, le GTES s'intéresse à plusieurs thématiques en parallèle dans le cadre de sous-groupes. Les membres de chacun de ces sous-groupes s'engagent à produire ou coproduire un article original sur un sujet d'actualité choisi collectivement. Les productions sont coordonnées par l'un des trois animateurs avec un co-animateur membre du groupe. C'est dans ce cadre qu'a germé l'idée de travailler sur le thème des « conditions de vie et d'études en lien avec les parcours universitaires » et de réaliser cet ouvrage.

L'EXPLORATION DES LIENS ENTRE CONDITIONS DE VIE ET PARCOURS UNIVERSITAIRES

Si les travaux relatifs aux conditions de vie des étudiants se sont généralisés, on sait peu de chose à ce jour sur les liens éventuels entre les conditions de vie et le déroulé des parcours universitaires. L'enjeu est de taille dans la mesure où les conditions de vie pourraient constituer un levier intéressant pour les établissements soucieux de la réussite de leurs étudiants.

Après s'être accordé sur le périmètre de ce concept comprenant les conditions matérielles et d'études, le groupe de travail a œuvré dans deux directions : la première visant à recenser au sein de la littérature les travaux mettant en regard différentes dimensions des conditions de vie et des parcours universitaires. Ce faisant, elle contribue à faire avancer les connaissances, pointe des zones d'ombre dans les productions scientifiques existantes et dégage des pistes de recherches à venir ; la seconde s'appliquant à produire des résultats complètement originaux issus d'enquêtes locales et nationales.

Ces différentes productions faisant le lien entre les conditions de vie et les parcours universitaires s'inscrivent dans un cadre commun qui s'attache

à articuler d'une part des analyses quantitatives et qualitatives, et d'autre part des travaux reposant sur des données d'enquêtes locales et nationales. Ce faisant, des éléments d'illustration et de compréhension des tendances statistiques dégagées sont apportés et les résultats des enquêtes réalisées pour et par les universités, dans une démarche d'aide à la décision, sont mis en contexte et confrontés à des données d'enquêtes nationales.

Cet ouvrage a été coordonné par les deux animateurs du groupe Conditions de vie des étudiants et parcours universitaire, Séverine Landrier, responsable de l'animation scientifique de l'Observatoire régional des métiers de la région PACA et Philippe Cordazzo, responsable scientifique de l'Observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants (ORESIPÉ), membre de l'UMR-SAGE, université de Strasbourg, et par Christine Guégnard de l'Institut de recherche sur l'éducation (IREDU)-CEREQ. Fruit de deux années de travaux en groupe, il se décline en six chapitres présentant les études, les réussites et les galères des étudiants selon leurs propres visions ou perceptions.

Le premier chapitre, réalisé par Séverine Landrier, propose une revue de littérature sur l'ensemble des travaux, conduits à la fois par des chercheurs et des observatoires universitaires, qui mettent en relation les conditions de vie et d'études et les parcours universitaires. Que sait-on aujourd'hui de l'influence des modalités de décohabitation, des ressources financières, de l'influence du site universitaire ou encore des pratiques pédagogiques des enseignants sur la réussite? Varient-elles selon l'avancée dans le cursus universitaire? Cette revue, ne prétendant pas à l'exhaustivité, a pour ambition d'identifier des tendances mises en évidence, de révéler les zones d'ombre et de dégager des pistes de recherche à venir.

Le deuxième chapitre, écrit par Carine Énard, Christine Guégnard et Jake Murdoch (Institut de recherche sur l'éducation [IREDU]-CEREQ, université Bourgogne Franche-Comté) interroge la question de la réussite des étudiants en STAPS aux conditions de vie et d'étude potentiellement différentes puisqu'ils étudient sur deux sites universitaires, à Dijon et au Creusot, dans le cadre d'une politique régionale de délocalisation. Quelles différences de réussite? Quel rôle du territoire? Autant d'éléments de réflexion pour les acteurs impliqués dans les sites délocalisés.

Le troisième chapitre, réalisé par Valérie Canals (cellule Évaluation et aide au pilotage [CEVAP], université Paul-Valéry, Montpellier) s'intéresse à l'influence éventuelle du travail salarié sur la réussite des étudiants au

sein de l'université Paul-Valéry. Les éléments de connaissance produits sur les étudiants salariés et les modalités de l'activité salariée permettront à l'établissement de mettre en œuvre des dispositifs d'accompagnement, tant dans le cadre de la pédagogie que dans celui de l'aide à l'emploi étudiant.

Le quatrième chapitre, produit par Bénédicte Froment (directrice de la vie étudiante [DVE], université François-Rabelais, Tours) traite d'un sujet rarement abordé, celui de l'influence éventuelle des rythmes universitaires sur la réussite des étudiants au sein de l'université François-Rabelais. Autrement dit, est-ce que l'implication temporelle des étudiants dans l'activité universitaire observée ici dans l'articulation entre les emplois du temps de la formation, les temps personnels de travail studieux et les contraintes liées aux modes de vie étudiants jouent un rôle significatif dans la réussite ?

Le cinquième chapitre, rédigé par Eva Walker (Observatoire des formations et de l'insertion professionnelle [OFIPE], université Toulouse 1 Capitole) se centre sur les conditions de vie d'un public spécifique : les étudiants étrangers. Appréhendée conjointement en fonction de la nationalité et de la mobilité, cette population apparaît très hétérogène à bien des égards, notamment en fonction du type de mobilité qu'elle connaît. Après avoir identifié différents profils d'étudiants et des formes de séjours, ces facteurs sont mis en regard des parcours et la réussite universitaire de ces étudiants. Autant d'éléments de réflexion pour les acteurs chargés de l'accueil et de la mise en place de dispositifs d'accompagnement adaptés aux besoins d'un public très hétérogène.

Le sixième chapitre a été réalisé par Élise Verley (Groupe d'étude des méthodes de l'analyse sociologique de la Sorbonne [GEMASS], université Paris Sorbonne), Xavier Collet (Observatoire du suivi et de l'insertion professionnelle des étudiants [OSIPE], université de Rennes 1) et Philippe Cordazzo (Observatoire régional de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle des étudiants [ORESIPÉ], UMR SAGE, université de Strasbourg). Il s'intéresse à la question de la vulnérabilité économique des étudiants en articulant des données locales issues des universités de Rennes 1 et de Strasbourg avec des données nationales provenant de l'enquête Conditions de vie de l'Observatoire national de la vie étudiante. Après avoir défini les contours de la vulnérabilité économique des étudiants à partir de données quantitatives, ces éléments sont analysés à partir de données issues d'entretiens dans lesquels les personnes interrogées font part de leur ressenti de la précarité et de ses effets.